

**COMMUNIQUÉ DE PRESSE**

**Réforme territoriale : mobilisation des élus de la montagne  
pour réécrire le texte de la Commission des lois**

Avec la **création de conseillers territoriaux** siégeant à la fois dans les régions et dans les départements, la réforme des collectivités territoriales avait suscité chez les élus de la montagne **réserves, pour les uns, et refus, pour les autres**. Depuis que la Commission des lois de l'Assemblée a procédé à la **réécriture** complète de certains articles du projet, à une semaine de l'examen du texte, **l'exaspération est à son comble** dans les rangs de l'ANEM. Cela, d'autant plus que des dispositions jusqu'à présent inscrites dans deux projets de loi distincts sur le **mode de scrutin et les compétences y sont intégrées, alors qu'elles** auraient dû être débattues ultérieurement.

Le contenu du nouveau texte révèle une **méconnaissance profonde de la réalité et de la diversité des territoires**. Il pourrait empêcher leur développement et entraîner la **relégation des territoires ruraux et de montagne**. Parce qu'ils défendent le développement harmonieux de tous les territoires au-delà de toute attache partisane, les députés de montagne ne peuvent que rejeter une telle **hypothèque sur la représentation et la gouvernance de leurs territoires**.

Alors même que le Premier ministre s'est déclaré favorable devant le Conseil national de la montagne à la prise en **considération de la spécificité** de nos territoires et à la nécessité **d'adapter la réforme à la montagne**, conformément à la loi du 9 janvier 1985, plusieurs dispositions retenues sont en contradiction avec les besoins et les attentes des populations de montagne.

Les élus de la montagne veulent :

- Un **nombre minimal de 20 conseillers territoriaux par département**,
- **La suppression du seuil** minimal de population **pour créer une intercommunalité et la création d'un collège spécifique** des communes de montagne, à l'intérieur de celle-ci,
- **La capacité à agir** dans les domaines d'intérêt local pour les **départements et les régions**, au nom de la **solidarité** territoriale,
- La reconsidération du **niveau de participation aux financements** des collectivités locales maîtres d'ouvrage.

Les députés de l'ANEM feront des propositions au cours du débat, qui débute le 25 mai, pour amender en profondeur le texte soumis à la représentation nationale.

Le Secrétaire général  
**Vincent DESCOEUR**, député du Cantal

Le Président,  
**Henri NAYROU**, député de l'Ariège

Contact : Olivier LAMOUREUX    Téléphone : 01 45 22 17 58

Courriel : [o.lamoureux@anem.org](mailto:o.lamoureux@anem.org)